

# Un tribunal israélien confirme l'expulsion d'un défenseur des droits de l'Homme

Ali Abunimah – 18 avril 2019



***Un juge israélien confirme l'expulsion du directeur de Human Rights Watch à Jérusalem à cause de son plaidoyer pour appeler les entreprises à mettre fin à leur complicité avec les colonies israéliennes sur la terre palestinienne occupée. (Mahfouz Abu Turk / APA images)***

Mardi, un tribunal israélien a confirmé une décision du gouvernement d'expulser Omar Shakir, directeur du bureau de Jérusalem de Human Rights Watch. Le tribunal a fondé sa décision sur une loi de 2017 qui interdit l'entrée aux gens qui plaident pour un boycott d'Israël ou de ses colonies en territoire occupé.

Ceci se passe alors que la campagne pour faire cesser le bénéfice que des entreprises internationales tirent des

colonies israéliennes a enregistré de nouveaux succès.

« Dans une nouvelle et dangereuse interprétation de la loi, le tribunal a trouvé que l'enquête de Human Rights Watch et son plaidoyer pour demander aux entreprises de cesser de faciliter les abus dans les colonies israéliennes en Cisjordanie occupée constitue un appel au boycott », a déclaré l'organisation sise à New-York.

« La décision établit un précédent qui pourrait gêner le travail d'autres organisations de défense et compromettre le statut d'autres défenseurs des droits en Israël. »

D'après Human Rights Watch, c'est la première affaire dans laquelle le gouvernement israélien s'est appuyé sur l'amendement de 2017 de sa dite Loi d'Entrée pour expulser une personne légalement présente dans le pays, s'agissant d'Israël.

Le tribunal a prétendu que Shakir avait appelé à des boycotts depuis qu'il était un étudiant militant aux Etats Unis il y a plus d'une décennie plus tôt, ainsi que dans ses activités suivantes dans la promotion de la recherche sur les activités des entreprises, dont les sociétés mondiales de tourisme Airbnb et Booking.com qui participent au vol de la propriété des Palestiniens et en tirent profit.

HumanRights Watch a déclaré que les sociétés qui font des affaires dans les colonies israéliennes en tirent inévitablement profit et contribuent à la politique d'Israël « qui dépossède, discrimine et maltraite les droits de l'Homme » de millions de Palestiniens.

Mardi, à la suite de la décision du tribunal, Human Rights Watch a réaffirmé sa position qui est que « les entreprises devraient arrêter leurs activités illégales dans les colonies de Cisjordanie ».

## **Revers pour les colonies**

Les entreprises qui travaillent dans les colonies israéliennes – qui sont toutes illégales selon le droit international – se retrouvent sous une pression mondiale croissante pour qu'elles cessent d'aider la colonisation sur une terre occupée.

Dans ce que le Comité National palestinien de Boycott, Désinvestissement et Sanctions (BNC) a appelé une « victoire significative », FNV, le plus grand syndicat des Pays Bas avec plus d'un million de membres, a laissé tomber HP en tant que partenaire pour des offres de réduction à ses membres.

HP – connu aussi en tant Hewlett-Packard – est depuis longtemps la cible de militants parce que les entreprises de la marque HP ont fourni à l'armée israélienne une technologie de profilage racial pour ses checkpoints qui restreignent la circulation des Palestiniens en Cisjordanie occupée.

Et cette semaine, il est apparu que le géant de l'assurance et de la finance basé en France, AXA, s'est tranquillement désinvesti l'année dernière du fabricant d'armes israélien Elbit.

Le géant international de la banque HSBC s'est également désinvesti d'Elbit l'année dernière après une campagne populaire.

Et cette semaine, les Palestiniens renforcent leur campagne pour exiger que la société d'articles de sport PUMA mette fin à sa sponsorisation des équipes de football situées dans les colonies israéliennes.

## **Pas de différence**

Human Rights Watch ne soutient pas explicitement le mouvement plus large de BDS – boycott, désinvestissement et sanctions – pour les droits des Palestiniens. Mais l’association fait remarquer que, dans la décision d’expulser Shakir, le juge israélien « a soutenu que la loi anti-boycott d’Israël ne fait pas de différence entre les boycotts dirigés contre Israël et ceux uniquement dirigés contre les colonies de Cisjordanie ».

Le ministère israélien de l’Intérieur et des Affaires stratégiques a démarré en mai dernier ses efforts pour expulser Shakir, lui ordonnant de quitter le pays sous 14 jours. Mais la décision est restée en suspens en attente de l’appel de Human Rights Watch.

Le ministère des Affaires stratégiques, qui dirige les efforts bien financés d’Israël pour combattre le mouvement mondial croissant de soutien aux droits des Palestiniens, a réuni un dossier sur les activités de Shakir, dont il a dit qu’il démontrait son soutien à BDS.

La plupart des activités listées dans le dossier datent d’avant l’engagement de Shakir dans Human Rights Watch et sont en lien avec ses activités militantes en tant qu’étudiant à l’université de Stanford, où il réclamait la totalité et l’égalité des droits pour les Palestiniens.

Un prétexte cité dans le dossier pour expulser Shakir est qu’il a partagé sur Twitter un article écrit par l’universitaire Stephen Salaita et publié en 2014 par The Electronic Intifada :

Quelques conseils pratiques sur la façon dont les universitaires peuvent défendre les droits des Palestiniens sur le campus, même face aux intimidations sionistes.

« Les tentatives d’Israël pour expulser Omar Shakir font partie de plus larges efforts pour empêcher les défenseurs des

droits de l'Homme de fournir des témoignages et de la documentation sur les violations des droits de l'Homme, ainsi que pour étouffer toute opposition à ces abus », a déclaré mercredi le Centre pour les Droits Constitutionnels.

L'association pour les libertés civiles a fait remarquer que, l'année dernière, Israël a interdit, sous des prétextes politiques, à son directeur exécutif Vince Warren et sa présidente Katherine Franke d'entrer sur le territoire contrôlé par Israël.

L'association de défense des droits de l'Homme basée à Gaza, Al-Mezan, a condamné la décision du tribunal israélien en tant que « grave escalade des agressions législatives et judiciaires d'Israël contre des défenseurs des droits de l'Homme, malgré la légitimité de leur travail et l'utilisation de moyens pacifiques tels que la recherche et le plaidoyer pour protéger des droits garantis par les conventions internationales ».

Le juge israélien a ordonné à Shakir de quitter le pays au 1<sup>er</sup> mai, mais a dit que son exécution serait retardée tant que le processus juridique se poursuit.

Human Rights Watch fait appel de la décision devant la haute cour d'Israël.

Les tentatives d'Israël pour réduire au silence les défenseurs des droits de l'Homme semblent avoir le soutien du gouvernement des Etats Unis qui, au début du mois, a interdit l'entrée à Omar Barghouti, cofondateur du mouvement BDS, en dépit du fait qu'il avait un visa valide.

<https://twitter.com/ACLU/status/1116845199899152384?s=20>

L'Union Américaine des Libertés Civiles a traité « l'exclusion idéologique » de Barghouti par le gouvernement américain de « censure politique » et de violation du Premier Amendement.

Traduction : J. Ch. pour l'Agence Média Palestine

Source : [The Electronic Intifada](#)